

De Gaulle-Mitterrand : le parallèle a toujours semblé très osé, voire sacrilège, pour les partisans des deux grands présidents de la V<sup>e</sup> République. À l'exception notable de François Mauriac, qui s'était accordé le luxe d'admirer d'une humeur égale l'un et l'autre de ces grands alliés politiques successifs et alternés, on ne trouve guère, plus souterrainement, qu'une grande figure de la Résistance, le colonel Passy, pour avoir entretenu, à travers les épreuves les plus dures, une dilection parallèle pour les deux hommes que séparait du reste une différence de génération particulièrement sensible vers 1945. Et si, par la suite, quelques figures notoires ou moins notoires du gaullisme de gauche se sont efforcées de les réunir, l'exercice semblait résulter trop directement d'un souci politique propagandiste que d'une préoccupation d'exactitude véritable.

Du reste, si les mânes du général de Gaulle devenaient de plus en plus durs à invoquer, François Mitterrand, pour sa part, une fois consommé le sacrifice inévitable des courtoisies d'État et des déclarations sur mesure, ne laissait pas de manifester son impatience envers ceux qui, par courtisanerie ou faiblesse de l'analyse (ce n'était d'ailleurs pas incompatible), s'étaient risqués sur la voie de ces parallèles flatteurs. Michel Vauzelle en particulier, dont les origines gaullistes étaient tout à

fait authentiques, s'était fait rabrouer lorsqu'en 1981 il avait cherché à instruire François Mitterrand des habitudes contractées à l'Élysée par le général de Gaulle, pensant en l'affaire établir un parallèle éminemment favorable pour le nouveau président. Même impatience courtoise lorsque François Mitterrand interrogeait mon défunt ami Constantin Melnik sur l'« affaire de l'Observatoire » de 1961, persuadé qu'il était que celle-ci, en ultime analyse, avait été montée de toutes pièces par le général de Gaulle lui-même. Bref, malgré les phrases élogieuses que le général de Gaulle avait tout de même écrites de sa propre main dans le troisième volume de ses mémoires de guerre (*Le Salut*), et qui concernaient l'action, du reste très résolue et très courageuse, de François Mitterrand dans ses fonctions de secrétaire général du ministère des Prisonniers pendant la Libération de Paris, le principe directeur des rapports entre les deux hommes pouvait se résumer à la célèbre interjection britannique « *no love lost* », « pas d'amour perdu ».

Et pourtant, à y regarder de plus près, cette aversion mutuelle, tempérée de temps à autre d'estime réciproque, me semble, en ces jours de commémoration de la mort de François Mitterrand (le 8 janvier 1996), relever d'une analyse par trop superficielle. Comme aux deux points focaux d'une ellipse parfaite, je trouve tout d'abord une surprenante analogie dans la culture fondamentale des deux hommes, tous les deux interprètes libres et géniaux d'une culture complexe, celle d'une droite traditionaliste en marche vers la modernité républicaine, qui n'a cessé d'accompagner la démarche des deux jeunes hommes que furent Charles de Gaulle dans les années 1910 et,

vingt ans plus tard, François Mitterrand à partir de son arrivée à Paris, au début des années 1930. Et, à l'autre pôle de leur existence – les cinq dernières années de la direction de la France qu'ils eurent à exercer –, le même mélange d'échecs et de tragédies les accompagne. Mais était-ce bien le même mélange ? En apparence, rien à voir entre l'échec tonitruant du général de Gaulle en mai 1968, qui précipite son auto-élimination véritable dès le printemps 1969, et la lente mélancolie élégiaque qui fait cortège aux dernières années au pouvoir de François Mitterrand, jalonnées par ailleurs de scandales humiliants comme l'avait été, pour le Général, une rupture un peu honteuse avec son dauphin, Georges Pompidou. On s'apercevra pourtant que les deux hommes partagent de plus en plus alors la même vision du monde et se sont heurtés aux mêmes difficultés, celles d'une organisation et d'un relèvement impossible de l'Europe en leur époque. Il se trouve que ces deux échecs glorieux nous interpellent en ce moment car, loin de se révéler anecdotiques, ils nous disent quelque chose d'absolument fondamental sur la France, sur l'Europe et sur le chemin d'un redressement que nous recherchons encore à tâtons.

Une fois établi le constat de ces affinités électives pourtant bien dissimulées à un regard superficiel, il nous reste à dresser le constat presque inverse des rapports entre les deux hommes aux époques moyennes où ils eurent à se confronter. À bien des égards, François Mitterrand s'est voulu, en gros depuis la réussite du coup d'État républicain du 13 mai 1958 jusqu'aux approches de l'explosion de mai 1968, le procureur implacable et éloquent de l'ac-

tion du Général, lequel à cette même époque préférait la rapidité laconique de l'action à de longs développements justificatifs que l'ultime effort littéraire des mémoires d'espoir ne parvient certes pas à combler. Durant cette décennie, Mitterrand était l'anti-de Gaulle. Et cet antigauillisme qui ne manquait pas de panache, parfois proche de ce Cyrano de Bergerac auquel ses camarades saint-cyriens avaient déjà comparé le jeune lieutenant de Gaulle, avait aussi créé pour François Mitterrand une génération de fidèles qui n'avaient pas supporté l'autoritarisme de la nouvelle V<sup>e</sup> République. Cette création gaullienne avait été arrachée à l'anarchie et à la gabegie, parfois pourtant créative mais à la fin insupportable, de cette III<sup>e</sup> République maintenue qu'était la IV<sup>e</sup> du nom. Mais son tranchant initial lui avait valu des hostilités durables et respectables.

Parvenu à ce point, je dois aux lecteurs une confession sincère de ce que furent mes engagements successifs. Communiste jusqu'à la moelle des os et fils d'un dirigeant clandestin de la Résistance, je me trouvais dès l'adolescence, où la passion politique me saisit, dans un état d'étonnante équanimité envers le Général comme envers François Mitterrand. Sans doute beaucoup plus influencé par mon père que je ne m'en rendais véritablement compte alors, j'avais développé pour l'action de De Gaulle une passion profonde, et quelque temps inconditionnelle. Le général de Gaulle avait incarné dans le combat contre le nazisme une telle place, que découlait de celui-ci une légitimité que je n'aurais jamais songé à accorder à personne d'autre. Et pourtant, l'adolescence survenue – j'avais 15 ans tout juste –, je me

pris d'un enthousiasme communicatif pour l'action fédératrice de François Mitterrand dans l'opposition. Cette mutation, un peu comique au fond, me venait sans doute de l'aversion profonde que m'inspirait mon proviseur. Celui-ci, pompeux et autoritaire comme pouvaient l'être encore certains hauts fonctionnaires dans la V<sup>e</sup> République restaurée, avait été dans une vie antérieure conseiller culturel à l'ambassade de France au Caire après avoir dirigé le plus grand lycée français d'Égypte. Subordonné dans ses importantes fonctions à Maurice Couve de Murville quand ce dernier avait été son ambassadeur, il en avait attrapé tous les tics de comportement sans malheureusement la lucidité incontestable du ministre des Affaires étrangères du général de Gaulle. Je détestais d'autant plus cet homme qu'il me le rendait bien. Refusant par exemple de me serrer la main après que j'eus obtenu un prix au Concours général en histoire, ou se flattant de m'exprimer son mépris, probablement antisémite, vu les engagements de son fils aîné dans le mouvement fasciste Occident, après que mon protecteur, le censeur et résistant communiste Armand Guillotin, m'eut fait sauter la classe de première. Dans ce parallèle bouffe, il ne manqua même pas la conclusion de la véritable émeute lycéenne de mai 1968 qui mit une fin rapide à sa carrière, sous mes yeux ravis et incrédules, à un moment où la grève des transports parisiens me permettait de retourner dans mon vieux lycée à pied. Et, je l'avoue franchement, si je continuais en catimini à révéler le général de Gaulle, je n'avais, comme toute la jeunesse du baby-boom, que peu de révérence pour l'autoritarisme morgueux et bête de son administration.

Je ne savais pas encore combien, et avec quelle ténacité, il avait dû lutter contre le laisser-aller insupportable d'une IV<sup>e</sup> République entraînant dans son sillage rectificateur les Corps constitués, les notables de rien du tout, les importants inutiles et les journalistes aux ordres, lesquels tous ensemble ternissaient chaque jour davantage le prestige solaire de l'homme du 18 Juin. Et c'est ainsi que je m'épris sans remords de la belle figure d'énergie qu'incarnait François Mitterrand. L'esprit qui toujours nie, cette figure de la contestation permanente qu'évoquait pourtant le général de Gaulle féru de Goethe pour retracer son combat avec les Américains au moment de rompre en visière avec l'OTAN, je ne le voyais pourtant pas dans le courage moral du Général à ce moment-là mais bien davantage dans l'ironie acerbe et inflexible, derrière la courtoisie vieille France dont il ne se départait pas, de François Mitterrand.

Du reste, le nouveau leader de la gauche, qui était apparu, sans coup férir, dans l'élection présidentielle de 1965, n'avait guère de rivaux qui pussent lui être opposés : le sémillant Jean-Jacques Servan-Schreiber, à qui convenait encore mieux qu'à son ami Jean Lecanuet l'épithète de « dents blanches », inventée dans son génie de la méchanceté par François Mauriac, l'incarnation de toutes les médiocrités associées de la petite bourgeoisie républicaine réunies en Guy Mollet depuis son douteux triomphe de 1946 sur les épigones de Léon Blum, les balbutiements approximatifs d'un Gaston Defferre dont on ignorait encore à quel point, tel Alain Delon mais sans son charme, il était un fils protégé de Mémé Guérini, ou encore les contorsions non dénuées de faconde d'un

Maurice Faure, tout cela ne faisait évidemment pas le poids face à ce mélange d'énergie et de panache qu'incarnait François Mitterrand...

Certes il y avait bien, de plus en plus sombre et de plus en plus impuissante, la statue du Commandeur qui, à gauche, s'incarnait parfaitement en Pierre Mendès France, et les observateurs particulièrement attentifs discernaient déjà dans les frondaisons les impatiences du jeune Michel Rocard, qui semblait devoir combiner et associer pour l'avenir différents types de rigueur bien sympathiques. Mais pour le présent de 1965, ni les réserves atrabilaires d'un Pierre Mendès France qui s'était réfugié dans l'imaginaire en dénonçant, *ab origine*, la V<sup>e</sup> République dans sa totalité et figurait, par là même et de par sa seule volonté, le représentant du passé, ni les dissonances pas toujours intelligibles d'un Michel Rocard qui ne pouvait encore bénéficier de l'oreille nouvelle qu'un Pierre Boulez allait créer, mais un peu plus tard et grâce à madame Pompidou, à l'IRCAM, les uns comme les autres ne pouvaient sérieusement faire l'affaire. M'enquérant d'ailleurs de la doctrine du PSU vers cette époque, je tombai non sans curiosité sur la grande figure du PSU de mon lycée, Yvan Craipeau, qui se réclamait encore du trotskysme le plus pur et me plongeai, en stalinien spontané que j'étais, dans des abîmes d'interrogations bien vite narquoises. En somme, il n'y avait que François Mitterrand ; et, très tôt, je trouvai dans son insolence républicaine des raisons de croire et d'aimer. Certes, tout cela ne dura guère et je regagnai dès 1969 le bercail communiste, les accents nostalgiques du dernier Aragon et la prose caillouteuse mais télévisuelle

de Georges Marchais, à peine tempérés par les visions fulgurantes d'un Louis Althusser qui s'enfonçait chaque année davantage dans la psychose.

Dans ces années de reconstruction de la gauche par François Mitterrand, je lui maintins ma conviction que lui seul pouvait créer enfin en France l'alternance qui aérerait définitivement un climat moral où la pesanteur de la monarchie républicaine, instaurée par de Gaulle, gâtait tout, même les acquis les plus précieux d'une modernisation à laquelle Pompidou puis Giscard d'Estaing s'attelèrent avec de considérables mérites. Mais, je l'avoue, je me suis peu à peu dépris de cette estime profonde que le parcours de François Mitterrand m'inspirait et, comme tout le monde, je tombai peu à peu dans le mauvais esprit, relatif au demeurant. Agacé par des points de détail, je finis à la fin des années 1980 par me perdre dans ces idées subalternes qui, du reste, n'allaient pas bien loin dans la critique véritable tant, je dois le reconnaître, le rythme presque insoutenable de la transformation de l'Est concentrait alors toute mon attention. Pourtant la providence me permit d'opérer à l'endroit de François Mitterrand un redressement spectaculaire. Ce fut à l'occasion de la parution du livre de Pierre Péan consacré à la jeunesse de l'alors septuagénaire président de la France<sup>1</sup>. Chargé par la rédaction du *Point*, dans laquelle j'opérais alors, d'écrire une critique du livre de Péan, j'en conclus en toute honnêteté que le parcours

---

1. Pierre Péan, *Une jeunesse française. François Mitterrand 1934-1947*, Paris, Fayard, 1994.



qui y était décrit prouvait abondamment que François Mitterrand n'avait, dans les années de l'Occupation, « commis aucune action contraire à l'honneur ». On y discernait également, à travers un parcours singulier, celui d'une droite patriote venue de l'extrême droite, ce qui n'était aucunement une honte, des éléments d'originalité tout à fait frappants, comme son engagement en faveur d'un condisciple juif, Georges Dayan, dès 1938, malgré le célèbre article que son ami Simon Arbellot lui avait commandé en 1942 pour la revue *France. Revue de l'État nouveau*. On retrouve à la même époque un gigantesque pied de nez, puisque dans un autre article Mitterrand se livrait, sans aucune naïveté, à un éloge du couple Louis Aragon-Elsa Triolet. Ce qui, à l'évidence, ne pouvait cadrer véritablement avec la nouvelle vision du monde dudit « État nouveau ».

Mais l'idéologie déchaînée ne me pardonna guère cet éloge mesuré du président. Edwy Plenel, avec son habituel manque d'humour chauffé à blanc par un tempérament de procureur qui allait encore se déployer au-delà de toute limite par la suite, avait décidé d'instruire un procès « en collaboration » de François Mitterrand. S'y ajoutait l'acharnement bien singulier d'un Jean-François Revel qui, pourtant, avait longtemps été l'ami du président et avait même perdu pour sa tardive fidélité son poste à *L'Express*, lorsqu'il eut encouru l'ire de Jimmy Goldsmith. Mais il est vrai que le même Revel obtint peu après ma tête de Claude Imbert (qui, par la suite, le regretta), quand j'eus récidivé en démolissant, en 1997, dans les colonnes du *Monde*, un vague intellectuel ivrogne tchègue qui s'en était pris violemment à Artur London